

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux**



Permettez moi de remercier notre magistrat Pierre Muller et ses services du département des finances pour l'excellence des documents mis à notre disposition, la qualité de leur travail, leur disponibilité et la valeur de leurs réponses en commission des finances.

Commençons par la cruelle réalité des chiffres. Les chiffres, c'est un déficit de 30 millions 645 mille francs. C'est une insuffisance de financement – ce que nous empruntons pour maintenir notre train de vie – de 65 millions de francs. Et c'est une dette qui prend l'ascenseur et qui atteindra, en 2007, 1 milliard 938 millions de francs.

Ces chiffres ont l'air irréels. Et pourtant ils ont une conséquence bien réelle : l'an prochain, ce ne seront pas moins de 64 millions de francs que nous devons affecter au service de la dette. 64 millions de francs à payer des intérêts aux créanciers de la Ville. 64 millions de francs, Mesdames et Messieurs, c'est 175'342 francs par jour. 64 millions de francs, c'est ce que nous consacrons à subventionner les institutions de la petite enfance ! 64 millions de francs, c'est la moitié du budget du département des sports et de la sécurité ! C'est dire si nous aurions mieux à faire avec ces deniers publics, si nous étions capables de maîtriser notre endettement.

Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, quelles sont les raisons pour lesquelles le Conseil administratif se dit contraint de nous présenter un budget aussi gravement déficitaire ?

Premièrement, le Conseil administratif se dit victime d'un transfert de charges de la part du canton. Oui, c'est vrai, c'est cette année un montant de 18 millions qui a été mis à la charge de la Ville par le Canton. La belle affaire ! La belle excuse, que cette loi 9679 d'ailleurs proposée par un Conseil d'Etat à majorité de gauche et votée au Grand Conseil entre autre par les partis de gauche, malgré l'opposition des libéraux !

La belle excuse, car comment se fait-il que dans la plupart des communes du canton, les Conseils administratifs aient été capables d'absorber le transfert de charges en le compensant par des mesures d'économie ? Comment se fait-il que la majorité du Conseil administratif et du Conseil municipal n'ait pas trouvé les mots pour convaincre l'artisan principal du transfert de charges, le Conseiller d'Etat David Hiler ? Comment se fait-il que le Conseil administratif n'ait pas exigé l'ouverture de négociations immédiates plutôt que de gesticuler dans la presse, pour éviter que le transfert de charges d'aujourd'hui ne se répète et qu'il n'augmente demain ?

Négocier avec l'Etat, ce n'est d'ailleurs pas seulement une affaire de finances. C'est aussi une étape indispensable pour améliorer le fonctionnement de nos deux collectivités publiques. C'est un véritable travail commun entre le Canton et la Ville qu'il faut instaurer et cela, dans tous les domaines, afin que nous puissions garantir la qualité des prestations à la population. Le problème du reliquat de 112 millions nous a démontré à quel point il était urgent de collaborer avec l'Etat. Le dossier du CEVA nous en a également fourni la preuve : la Ville n'a

été en mesure de faire entendre son point de vue notamment sur la sécurité des usagers et des riverains du CEVA, de faire entendre les remarques du Service d'incendie et de secours, qu'en faisant opposition au projet ! C'est inadmissible ! La Ville doit être un interlocuteur privilégié du Canton, et pour cela le Conseil administratif doit prendre les devants et ne pas se contenter de venir se lamenter devant notre conseil.

Deuxièmement, le Conseil administratif se plaint d'une mauvaise évaluation des recettes fiscales par les services cantonaux.

L'ennui, c'est que l'excuse a déjà servi. Chaque année, les prévisions de l'administration fiscale évoluent. Tantôt à la hausse, tantôt à la baisse. Et chaque année, il se trouve des bonnes âmes pour trouver parfaitement normal que le Conseil administratif croie dur comme fer aux prévisions initiales, et doive ensuite revoir sa copie. Des bonnes âmes qui trouvent parfaitement normal que le Conseil administratif ne tienne pas compte, en élaborant son budget, de la baisse possible des recettes en cours d'année.

Alors quand c'est de surcroît le départ d'une banque, départ connu depuis des années, pour une commune fiscalement plus clémente, que l'on ose invoquer pour se justifier, il y a de quoi vous faire passer l'envie de sourire. Ce n'est plus de l'optimisme, c'est de la naïveté. Et c'est une naïveté coupable.

Mais Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, si le transfert de charges et l'évaluation des recettes fiscales ne suffisent pas à eux seuls à expliquer le déficit du budget, quelles en sont alors les autres causes ?

Tout d'abord, le groupe libéral constate à regret que la gestion menée par certains départements laisse grandement à désirer. Le personnel stop, par exemple, est allégrement contourné, parce que des montants prévus pour des postes temporaires sont détournés de leur but et utilisés pour créer des nouveaux postes sans l'aval du Conseil municipal. Or ces créations de postes ne sont pas des opérations blanches et représentent des bombes à retardement pour les dépenses de personnel.

Qui plus est, nous avons également découvert que par le biais de ce que le Conseil administratif appelle pudiquement des coulissages de postes, de nouveaux emplois sont créés, dans des classes de fonction différentes, ce qui a également pour conséquence de faire exploser les charges de personnel.

Que dire enfin de la constante augmentation des charges due à l'application aveugle des mécanismes salariaux, qui entraîneront à eux seuls, l'an prochain, une hausse des dépenses de 10 millions de francs sans la moindre amélioration du service à la population ?

Mais à côté de cela, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, il y a plus grave. Il y a pour nous libéraux, la raison principale qui explique ce mauvais budget.

Le Conseil d'Etat, comme vous le savez, a adopté la stratégie du ninisme. Le ninisme, c'est ni hausse d'impôts, ni baisse des prestations. Et bien notre Conseil administratif, Mesdames et Messieurs, est niniste. Mais pour lui, le ninisme, c'est ni réfléchir, ni choisir. Vous m'avez bien entendue : ni réfléchir, ni choisir.

Car le Conseil administratif, pour peu qu'il s'en soit donné les moyens, aurait pu éviter que nous nous trouvions aujourd'hui avec un tel projet de budget : il aurait pu et dû proposer des économies pour compenser la baisse attendue des recettes.

Mais pour cela, il lui fallait réfléchir, et choisir. Il lui fallait mettre des priorités, prendre des décisions, baisser certaines dépenses, et en supprimer d'autres. A vrai dire, le Conseil administratif aurait même pu se dispenser de réfléchir, puisque notre magistrat libéral Pierre Muller avait réfléchi pour lui, en collaboration avec le comité des directeurs, et présenté un catalogue de mesures permettant de réaliser quelque 77 millions d'économies.

Mais le Conseil administratif, même dispensé de réfléchir, n'a pas voulu choisir. Il n'a pas voulu prendre la voie des économies, préférant qu'un déficit de plus de 30 millions vienne péjorer encore un peu plus les finances de notre Ville. André Gide disait que choisir c'est se priver du reste... Notre Conseil administratif a, hélas, choisi de ne se priver de rien.

Tel qu'il a été déposé par le conseil administratif, et malgré les efforts de Pierre Muller, le budget 2007 ne répondait pas au minimum de rigueur qui l'aurait rendu acceptable aux yeux des libéraux. En commission, nous avons tenté, vainement, de réduire les charges et le déficit. Nos amendements ont été rejetés. Aujourd'hui, parce que nous ne désespérons pas de vous convaincre, nous présenterons de nombreux amendements.

Ces amendements, ne le cachons pas, exigent des efforts. Ils exigent des efforts de la part de l'administration, appelée à réduire sa voilure. Des efforts de la part des élus que nous sommes, qui recevrons moins pour le travail que nous faisons. Des efforts, aussi, de la part de la population. Nous avons bien entendu ciblé ces efforts sur des prestations de confort, qui ne mettent en cause ni la sécurité ni le bien-être de la population. Mais des efforts quand même, dont la population n'aurait pas eu à faire les frais si le Conseil administratif avait simplement fait son travail. S'il avait fait de la politique. S'il avait fait des choix. S'il avait accepté de trancher plutôt que de nous déléguer, à nous parlementaires, une tâche qui n'est pas la nôtre et pour laquelle nous sommes infiniment moins bien outillés que lui.

Et pourtant, le groupe libéral vous proposera de faire cet exercice, parce que l'équilibre de notre budget est une priorité pour lui et qu'il est déçu que ce Conseil administratif n'ait fait aucun choix, ou plutôt qu'il ait fait le choix de remettre comme d'habitude les mêmes montants aux mêmes postes du budget, qu'il ait fait le choix de ne pas s'interroger sur le fonctionnement de notre administration, qu'il ait fait le choix de ne surtout fâcher personne et qu'il ait fait le choix de nous présenter un budget sans priorités, sans programme, sans réflexion sur les aspirations de la population.

De ce budget là nous ne voulons pas.

Nous voulons que le budget soit un instrument au service d'une politique pour la population et non un passage obligé où il s'agit pour le Conseil administratif d'assurer sa survie politique, quel qu'en soit le prix.

Nous désirons un budget qui fasse de l'administration un instrument efficace, nous désirons une administration qui ne soit pas paralysée par le poids de la dette, une administration qui ne paralyse pas le contribuable par une fiscalité lourde et discriminatoire, une administration qui ne soit ni au service d'elle-même ni au service du Conseil administratif, mais au service de tous les Genevois.

Nous voulons des finances saines, une dette maîtrisée et une marge de manœuvre retrouvée parce que nous voulons que les autorités de la Ville ne passent pas leur temps à faire de la gestion mais qu'elles consacrent leur temps et leur énergie à répondre aux besoins de la population.

Des finances saines parce que nous voulons que la ville ait des moyens de mener une vraie politique de sécurité, de sécurité, Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux, pas de civilité, une politique qui garantisse à chacun la sécurité auquel il a droit.

Des finances saines parce que nous voulons que la Ville ait les moyens de mener une politique culturelle qui mette en valeur nos grandes institutions ; celles qui non seulement profitent aux habitants de notre Ville, mais assurent aussi son rayonnement bien au-delà de nos frontières communales.

Des finances saines parce que nous voulons que la Ville ait les moyens de mener une politique d'urbanisme et d'aménagement digne de ce nom.

Des finances saines parce que nous voulons que la Ville ait les moyens de créer des places de crèches pour les familles qui comptent sur elle pour le faire, plutôt que de créer des postes de fonctionnaires dans des institutions de la petite enfance municipalisées.

Des finances saines parce que nous voulons que la Ville ait les moyens de participer à l'effort d'investissement que réclamera au cours des prochaines années la nouvelle politique de logement social voulue par l'ensemble des parties à l'accord historique conclu sous l'égide du conseiller d'Etat Mark Muller.

Nous voulons des finances saines parce que nous voulons que la Ville ait les moyens de mener une véritable politique sociale qui apporte une aide massive à ceux qui en ont véritablement besoin, une politique sociale qui les aide avant tout à retrouver leur dignité et le chemin de l'indépendance.

Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, si les libéraux combattent le budget qui nous est proposé aujourd'hui, ce n'est pas par amour des chiffres, des beaux équilibres et de la rigueur pour la rigueur. C'est parce que cette rigueur est le seul moyen de redonner à notre Ville les moyens de ses ambitions. De donner à notre Ville les moyens de nos ambitions et nos ambitions, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, c'est de servir, au mieux, nos concitoyens.

Vous l'aurez compris, nous vous proposerons tout au long de la journée et de la soirée, des amendements pour diminuer le déficit et ce n'est qu'à la condition que le déficit soit réduit que nous voterons ce budget.

Merci